

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**Les entreprises publiques ont frôlé la faillite**

Le secteur public des matériaux de construction a connu une paralysie quasi totale de ses activités durant ces dernières années. Conséquence : les entreprises publiques du secteur ont vu leurs chiffres d'affaires chuter d'une manière drastique. L'ancien code des marchés publics est à l'origine de cette situation qualifiée de «dramatique».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'information nous a été communiquée hier par une source syndicale autorisée de la Fédération nationale des matériaux de construction, bois et lièges (UGTA). C'était à l'occasion de la cérémonie de signature du protocole d'accord portant négociation du régime indemnitaire du groupe WoodManufacture. Une cérémonie qui a vu la présence du secrétaire général de l'UGTA, du président de la SGP- Industries manufacturières et des présidents des groupes. Selon nos sources, «la réalisation de milliers de logements a fait face à l'absence d'entreprises. A l'origine de cette situation, les entraves nées des dispositions contenues dans l'ancien code des marchés publics. Des projets qui, non seulement, auraient créé des centaines d'emplois mais surtout auraient réglé un tant soit peu l'épineux problème du logement. «Dans l'Algérie de

2011, des milliers de milliards de dinars ont été dégagés par l'Etat pour financer la construction de centaines de milliers de logements, de milliers de kilomètres de routes, d'autoroutes, de chemins de fer et d'innombrables autres infrastructures socioéducatives et culturelles. Pourtant, très souvent, nous lisons des appels d'offres infructueux, publiés dans les pages publicitaires de plusieurs titres de la presse nationale. Ces placards concernent surtout des projets de construction de logements, et d'infrastructures socioéducatives et culturelles pourtant importants pour améliorer les conditions de vie des citoyens. Cette situation est la conséquence directe de l'ancien code des marchés. Mieux, face à cette situation, les entreprises publiques du secteur étaient sur la point de mettre la clé sous le paillasson», a ajouté notre source. «Durant cette période, l'entreprise a accumulé des



Les pouvoirs publics ont décidé d'impulser un nouvel élan aux entreprises.

pertes en raison de l'inflation (hausse des prix des produits demandés chez les fournisseurs) tout en assumant les charges liées à l'exploitation comme le paiement des salaires des travailleurs.»

C'est l'article 2, paragraphe 2 de l'ancien code des marchés publics qui était contesté par les gestionnaires du secteur public. Contrairement aux entreprises publiques, celles privées ne sont soumises à aucune procédure particulière pour effectuer des achats dépassant les huit millions de

dinars. Tout en bénéficiant de l'argent public pour la réalisation d'un projet, l'entreprise privée est libre d'acheter là où elle veut et pour n'importe quel montant pour approvisionner ses chantiers. Il a fallu donc attendre l'amendement de ce code (décembre 2011) pour que les entreprises publiques, notamment celles du secteur des matériaux de construction, puissent reprendre l'esprit d'initiative managériale.

En effet, le dernier amendement apporté au code des mar-

chés publics a apporté de grands assouplissements aux entreprises publiques, facilitant la réalisation des grands projets.

En somme, l'amendement apporté à l'article 2, qui faisait auparavant obligation aux entreprises de copier les mêmes procédures de contrôle interne et externe des marchés de l'Etat, est «significatif». L'article en lui-même a connu une grande modification de manière à ce que «les entreprises publiques adoptent seulement ce dispositif de contrôle ; elles ont donc plus de souplesse». «D'autres entreprises ont la possibilité de recourir au gré à gré», ajoute notre source.

Hier, lors de la cérémonie portant protocole d'accord, gestionnaires et représentants syndicaux ont lancé un appel aux cadres syndicaux de base présents pour «plus de mobilisation et de travail pour rehausser la position de l'entreprise publique». Pour M. Ali Slimani, «les dernières mesures décidées par les pouvoirs publics en faveur du secteur économique sont de nature à impulser un nouvel élan à nos entreprises et à favoriser une mobilisation plus grande des travailleurs».

A. B.

ACQUISITION DE LOGEMENTS NEUFS**50 000 particuliers ont bénéficié de crédits bonifiés en 2011**

Quelque 50 000 particuliers ont bénéficié, en 2011, de crédits à taux bonifiés à 1% et 3% pour l'acquisition de logements neufs collectifs.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le chiffre émane du P-dg de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) et président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) qui était, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale.

Selon Djamel Bessa, ce chiffre comprend la contribution de la Cnep avec près de 13 000 logements financés, et celle des 28 intervenants que compte le marché algérien.

A elle seule, la Cnep a accordé 11 613 crédits à taux bonifié de 1% pour un engagement de 16 milliards de dinars et 232 crédits à taux de 3% pour 1,2 milliard de dinars.

Le concours bancaire appelé à croître

Un signe probant de la disponibilité de logements, relève le président de l'ABEF, même si Djamel Bessa précise que cette formule, entrée en vigueur dès mars 2010, ne concerne que l'acquisition de logements neufs collectifs et la construction d'un habitat rural, en fonction des revenus. Mais un concours bancaire qui devrait croître à terme, notamment pour les logements promotionnels aidés.

En outre, des crédits bonifiés à 4% sont accordés aux promoteurs immobiliers qui «adhèrent à un cahier des charges édicté par le ministère de l'Habitat», a indiqué Djamel Bessa qui ajoute que sa banque en compte actuellement

3 ou 4. Néanmoins, une opération encore à ses débuts, d'autant que le cahier des charges n'a été promulgué que récemment et qu'il appartient aux promoteurs d'adhérer» et d'accepter les conditions relatives aux délais limités de réalisation, l'existence d'un circuit de réalisation et le coût de revient du logement.

Les disponibilités de la Cnep en légère baisse

Dans ce contexte, le P-dg de la CNEP a indiqué que sa banque a engagé 174 milliards de dinars en 2011, un engagement appelé à être conforté. D'autant que cette caisse peut financer, depuis février 2011, tous les segments d'activité, sauf le commerce extérieur et la revente en l'état, peut intervenir par le biais de sa filiale immobilière et du promoteur immobilier AssurImmo et finance une centaine de promoteurs et d'entreprises.

Et cela même si les disponibilités de la Cnep ont légèrement baissé à 350 milliards de dinars, relève son premier manager.

Constatant la difficulté de trouver du foncier dans les grandes villes, Djamel Bessa affirme, néanmoins, que «nous essayons de nous adapter», à travers la concentration et la construction en hauteur même si «c'est plus coûteux».

La vérification des listes prend du temps

Interpellé sur le programme de 65 000 logements en location-vente (AADL-Cnep), l'invité de la radio a indiqué que 14 000 logements sont déjà en cours d'achèvement au niveau des travaux ou des VRD. Si à Alger, le programme de 4 000 logements à Rouiba et Réghaïa démarre, les listes des bénéficiaires à Oran et Bouira ont



14 000 logements sont en cours d'achèvement.

été, par contre, déjà finalisées en collaboration avec l'AADL et «aucun paiement n'a été effectué», a indiqué le P-dg de la Cnep. Ce dernier relève, néanmoins, que le travail de vérification des listes concernant l'éligibilité des postulants, afin d'éviter les «indues affectations», prend «beaucoup de temps».

Les critères retenus «sont ceux de la loi»

Comme «il y a beaucoup de recours de personnes s'estimant lésées et exclues de la liste des bénéficiaires», dira Djamel Bessa,

qui estime ces recours légitimes. Et de rappeler, précision opportune en ces temps de contestation, que les critères retenus «sont ceux édictés par la loi relativement au plafond de revenus, l'obligation de n'avoir pas bénéficié d'autres aides de l'Etat ou d'un logement social» et que le classement s'effectue en «fonction de l'ancienneté». De même qu'il s'agit de vérifier, au niveau des structures régionales de la Cnep, que tous les demandeurs de logements sont capables de payer les charges de la location-vente.

C. B.

LA CNEP LANCE L'OPÉRATION DURANT CE TRIMESTRE**Une carte magnétique remplacera le livret épargne**

Une carte magnétique multifonctions (paiement et retraits au niveau des distributeurs automatiques) remplacera le livret épargne de la Cnep. En phase de test, cette opération sera lancée durant le premier trimestre 2012, au profit de 20 000 clients de la Cnep.

C. B.

BESSA RÉFUTE LA FRILOSITÉ DES BANQUES**Les crédits à l'économie atteignent 5 000 milliards de dinars**

Les crédits bancaires à l'économie, à la fin 2011, atteignent globalement les 5 000 milliards de dinars (environ 67 milliards de dollars). Selon le président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef), les crédits pour la PME et autres segments enregistrent une progression de 20% par rapport à l'année 2010. Un signe probant de l'engagement croissant de la banque selon Djamel Bessa, qui réfute toute frilosité des banques.

Même si le président de l'ABEF estime que le financement dépend d'une bonne évaluation et gestion du risque, cette évaluation ne constituant «pas un verrou mais un élément d'appréciation de la probabilité de pertes que génère le financement».

Et d'autant que la situation «s'améliore» en termes de non recouvrements, avec un «niveau (de créances non performantes) important mais la tendance est baissière», affirme Djamel Bessa qui considère que «la qualité du portefeuille s'améliore grâce à une meilleure gestion du risque».

C. B.